CE 745

ASSEMBLEE NATIONALE

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE - (n°2559)

AMENDEMENT

Présenté par

André Chassaigne, Daniel Paul, Marc Dolez, et Pierre Gosnat

Article 10

Supprimer l'article 10.

EXPOSE SOMMAIRE

Les auteurs de cet amendement sont favorables à un régime d'assurance mutuel. Ils s'opposent à l'instauration d'une assurance privée et à la mise en œuvre d'un mécanisme de réassurance publique garantissant une rentabilité financière et des avantages de l'Etat en faveur du secteur assurantiel privé.

CE 746

ASSEMBLEE NATIONALE

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE - (n°2559)

AMENDEMENT

Présenté par

André Chassaingne, Daniel Paul, Marc Dolez, et Pierre Gosnat

Article 10

Rédiger ainsi l'article 10 :

« Dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi, le Gouvernement remet un rapport au Parlement relatif aux avantages et aux inconvénients du soutien de l'Etat au développement de l'assurance récolte et aux perspectives d'un dispositif assurantiel mutuel public accessible à toutes les exploitations agricoles et leur permettant de faire face à l'ensemble des aléas qui fragilisent leur existence. »

EXPOSE SOMMAIRE

Cet amendement a pour objectif d'évaluer la pertinence sociale et économique du mode d'assurance privé contre les aléas en agriculture, et à fournir des propositions pour un véritable système assurantiel mutualiste public, seul à même de garantir l'ensemble des aléas agricoles pour toutes les exploitations.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi N° 2559 de modernisation de l'agricole et de la pêche

Amendement présenté par Jean-Claude Bouchet

Article 10

L'article 10 du projet de loi est réécrit comme suit :

«Dans un délai de six mois à compter de la publication de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport relatif :

- Aux conditions du bon développement de l'assurance récolte, notamment l'impact des seuils de franchise et de perte sur son attractivité, la possibilité de l'étendre aux fourrages et, dans ce cadre, la nécessité d'une offre de réassurance privée et l'utilité ainsi que les modalités envisageables pour la mise en place, en réponse à des circonstances exceptionnelles, d'un mécanisme de réassurance publique ;
- Aux perspectives d'un dispositif assurantiel global, accessible à toutes les exploitations agricoles et leur permettant de faire face à l'ensemble des aléas qui fragilisent leur existence.

Exposé des motifs

La réussite du développement de l'assurance en agricole, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013. Deux conditions seront déterminantes :

- l'existence de capacités de réassurance, privée et publique, dont découle l'offre de produits assurantiels. Il convient sur ce point de se féliciter **de l'avancée du texte voté par le Sénat qui acte l'engagement du gouvernement à présenter les conditions et modalités d'un mécanisme de réassurance publique.**
- **L'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels** qui semblent aujourd'hui obérées d'une part par le **taux de franchise** de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le **seuil de déclenchement** (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'UE pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange !

C'est pourquoi il est proposé de revenir à l'amendement présenté en Commission économique du sénat qui prévoyait d'étudier l'impact des seuils de franchise et de perte. L'article 10 est ainsi complété en ce sens.

Modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559)

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur

ARTICLE 10

Substituer au mot :

« présente »,

les mots :

« remet au Parlement un rapport présentant ».

Exposé sommaire

Amendement rédactionnel.

ASSEMBLEE NATIONALE

58

Loi de modernisation de l'agriculture n°2559

Amendement présenté par
Jean-Charles TAUGOURDEAU et Patrice VERCHERE
Députés

Article 10

Supprimer les mots « qui pourrait être mis en place »

Exposé des motifs

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toute les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche N°2559

AMENDEMENT

Présenté par

Yves FROMION

Article 10

208 CB

Supprimer les mots « qui pourrait être mis en place ».

Exposé des motifs

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toutes les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

<i>Commission</i>	
<i>Gouvernement</i>	

AMENDEMENT

Présenté par Marc LE FUR

235 CE

Article 10

Supprimer les mots « *qui pourrait être mis en place* ».

Exposé des motifs

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toutes les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Juin 2010

CE 441

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

AMENDEMENT N° 9

Présenté par Nicolas FORISSIER

Article 10

Supprimer les mots « *qui pourrait être mis en place* ».

Exposé des motifs

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toutes les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

AMENDEMENT

Présenté par Messieurs Philippe Gosselin, Jean-Marc Lefranc et Guénhaël Huet

Article 10

Supprimer les mots « *qui pourrait être mis en place* ».

EXPOSE SOMMAIRE

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation, le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toutes les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

Assemblée Nationale

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

CE 672

N° 200

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N° 9

Présenté par Louis Cosyns, Présenté par Louis Cosyns, Dominique Dord, Michel Lézeau, Alain Suguenot, Thierry Lazaro, Philippe-Armand Martin, Christophe Guilloteau, André Wojciechowski, Gérard Lorgeoux, Jean-Pierre Decool, Béatrice Pavy, Jean-Marc Lefranc

Article 10

Supprimer les mots « *qui pourrait être mis en place* ».

Exposé des motifs

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toutes les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

ARTICLE 10

**PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE
L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE N°2559***AMENDEMENT***Présenté par Martial SADDIER
Article 10**Supprimer les mots « *qui pourrait être mis en place* »**EXPOSE DES MOTIFS**

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toute les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA
PÊCHE – n° 2559

AMENDEMENT

présenté par

M. HERTH

ARTICLE 10

Supprimer les mots « *qui pourrait être mis en place* »

Exposé des Motifs :

La gestion des risques climatiques constitue un enjeu majeur pour le développement économique de l'agriculture. A l'issue d'une large concertation le gouvernement a choisi de développer l'assurance climatique en lieu et place du fonds de calamités agricoles. Le développement de l'assurance se heurte aujourd'hui à l'absence de réassurance publique, qui freine l'engagement des assureurs. En l'absence d'une réassurance publique, le développement même à titre expérimental de l'assurance fourrage est compromis. Il convient de créer toute les conditions pour un véritable développement de l'assurance climatique, en donnant une garantie de l'Etat sur la réassurance.

ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juin 2010

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche n°2559

AMENDEMENT N°7

présenté par

MM. Béatrice PAVY-MORANÇAIS, Christophe GUILLOTEAU, Claude GATIGNOL,
Jacques REMILLER, Dominique LE MENER, Jean-Marc ROUBAUD, Patrice CALMEJANE,

ARTICLE 10

A l'article 10, après les mots « en place »,

insérer les mots :

« , en particulier concernant le développement en arboriculture fruitière, »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le développement de l'assurance récolte s'est fait de manière inégale en France suivant les secteurs d'activité. Ainsi, les grandes cultures sont désormais considérées comme assurables (plus de 15% des surfaces assurées en assurance récolte) et la viticulture devrait l'être pour 2011. Or, en arboriculture fruitière, le développement avoisine les 2 % en très faible progression depuis le lancement de l'assurance récolte en 2005.

Il est donc nécessaire d'étudier la possibilité d'une réassurance publique ou privée tout particulièrement au regard du développement souhaité en arboriculture fruitière, secteur qui comporte le plus de risques pour les assureurs.

ASSEMBLEE NATIONALE

59

Loi de modernisation de l'agriculture n°2559

Amendement présenté par
Jean-Charles TAUGOURDEAU et Patrice VERCHERE
Députés

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficience et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25 % fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30 % de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficience de l'assurance.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de Loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

N° 112

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N°

Présenté par

GE 135
D. Fasquelle

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficience et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficience de l'assurance.

Assemblée Nationale

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

N° 2559

Commission	
Gouvernement	

CE 143

AMENDEMENT N°

Présenté par Mme Laure de La Raudière, M. Gérard Hamel

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficacité de l'assurance.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche N°2559

AMENDEMENT

Présenté par

Yves FROMION

Article 10

205 CE

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficience et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficience de l'assurance.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

. N°

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N°

Présenté par *M. Le Fur**234 E*

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficience et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficience de l'assurance.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CE 440

Juin 2010

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

AMENDEMENT N° 8

Présenté par Nicolas FORISSIER

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficacité de l'assurance.

Assemblée Nationale

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

CE 671

N° 200

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT N° 8

Présenté par Louis Cosyns, Présenté par Louis Cosyns, Dominique Dord, Michel Lézeau, Alain Suguenot, Thierry Lazaro, Philippe-Armand Martin, Claude Gatignol, Christophe Guilloteau, André Wojciechowski, Gérard Lorgeoux, Jean-Pierre Decool, Béatrice Pavy, Jean-Marc Lefranc

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25% fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30% de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficacité de l'assurance.

CE 917

ARTICLE 10

**PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE
L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE N°2559**

AMENDEMENT

Présenté par Martial SADDIER

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25 % fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30 % de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficacité de l'assurance

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA
PÊCHE – n° 2559

AMENDEMENT

présenté par

M. HERTH

ARTICLE 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des Motifs :

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25 % fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30 % de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficacité de l'assurance.

ASSEMBLÉE NATIONALE

**PROJET DE LOI
DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
N° 112**

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

présenté par
M. Jean DIONIS DU SEJOUR

Article 10

Compléter l'article 10 par une phrase ainsi rédigée :

« Il présente également un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur le développement de l'assurance et son attractivité. »

Exposé des motifs

Le développement de l'assurance en agriculture constitue pour les entreprises agricoles une véritable opportunité pour surmonter les conséquences économiques d'aléas croissants qui affectent la stabilité et la pérennité des exploitations.

La réussite de ce développement, auquel le projet de loi donne une dimension nouvelle, sera essentielle dans la perspective des discussions sur la PAC post 2013.

Or, l'efficacité et l'attractivité des produits assurantiels semblent aujourd'hui obérées d'une part par le taux de franchise de 25 % fixé par le gouvernement, et d'autre part par le seuil de déclenchement (30 % de pertes). Celui-ci est fixé par l'Union Européenne pour être en conformité avec la boîte verte de l'OMC, alors même que les Etats-Unis qui y consacrent plus de 8 milliards de dollars le classent en boîte orange.

Il est proposé que le travail du gouvernement prévu à l'article 10 soit complété par un bilan de l'impact des seuils de franchise et de perte sur l'attractivité et l'efficacité de l'assurance.

Modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559)**AMENDEMENT**

présenté par

M. Michel Raison, rapporteur,

Mmes Françoise Branget, Marie-Christine Dalloz, Henriette Martinez,
MM. Jean-Marie Binetruy, Marcel Bonnot, Patrice Debray, Louis Giscard D'Estaing,
Jacques Groperrin, Pierre Morel A L'Huissier, Jean PRORIOLE, Martial SADDIER,
Jean-Marie SERMIER et Lionel TARDY.

Après l'ARTICLE 10

Insérer l'article suivant :

« Dans le délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport relatif aux dommages causés aux exploitations agricoles par l'action de populations animales. Ce rapport évalue notamment les conséquences financières de ces dommages pour les exploitations et étudie les solutions susceptibles de permettre une indemnisation des exploitants concernés. »..

Exposé sommaire

Les populations animales, et notamment les campagnols terrestres, ravagent parfois les exploitations agricoles, causant d'importants dégâts matériels et financiers.

Aujourd'hui, ces dégâts ne sont pas pris en charge par le FNGCA. Ils ne le seront pas non plus à l'avenir par le FNGRA. Alors que les moyens de lutte préventive demeurent limités, il apparaît cependant essentiel de connaître l'impact financier des dégâts causés aux exploitations par ces ravageurs et de rechercher des solutions.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CE 339

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par

Marc LE FUR, Antoine HERTH, Jean AUCLAIR, Jean-Claude BEAULIEU, Marc BERNIER, Thierry BENOIT, Jérôme BIGNON, Jean-Marie BINETRUY, Loïc BOUVARD, Philippe BRIAND, Yves CENSI, Dino CINIERI, Philippe COCHET, Jean-Pierre DECOOL, Laure DE LA RAUDIERE, Vincent DESCOEUR, Jean-Michel FERRAND, Alain FERRY, André FLAJOLET, Nicolas FORISSIER, Marc FRANCINA, Cécile GALLEZ, Claude GATIGNOL, Alain GEST, François GOULARD, Christophe GUILLOTEAU, Michel HUNAULT, Denis JACQUAT, Olivier JARDE, Yvan LACHAUD, Pierre LASBORDE, Thierry LAZARO, Jacques LE GUEN, Michel LEJEUNE, Claude LETEURTRE, Michel LEZEAU, Gérard LORGEUX, Jean-François MANCEL, Christian MENARD, Pierre MOREL A L'HUISSIER, Jean-Pierre NICOLAS, Jacques REMILLER, Francis SAINT LEGER, Bruno SANDRAS, Alain SUGUENOT, Jean-Claude TAUGOURDEAU, Patrice VERCHERE, Philippe VITEL et André WOJCIECHOWSKI

APRES L'ARTICLE 10

Une phrase est ajoutée à l'article L. 122-1 III, deuxième phrase, du code de l'environnement :

« Dans le cas des projets d'installations destinées à l'élevage, soumis à étude d'impact, le dossier présentant le projet sera transmis à l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement dans le seul cas où le projet dépasserait les seuils fixés à l'annexe I ; 17) de la directive du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (85/337/CEE), et repris par un décret en Conseil d'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis juillet 2009, tout projet, ICPE, permis de construire, etc. soumis à étude d'impact doit être soumis à l'avis de l'autorité environnementale (article L.122-1 du code de l'environnement, décret n°2009_496 du 30 avril 2009). Or, le droit européen ne prévoit cette obligation que pour certains projets dépassant des seuils fixes. Selon les termes de la *directive du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement*

(85/337/CEE), l'avis de l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement est exigé pour les projets d'installations destinées à l'élevage intensif qui disposent de plus de :

1. 85 000 emplacements pour poulets, 60 000 emplacements pour poules,
2. 3 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kilogrammes),
3. 900 emplacements pour truies.

La France a transposé les dispositions de cette directive de façon très extensive puisque le droit national assujettit tout projet soumis à étude d'impact à l'avis de l'autorité environnementale. Dans le domaine de l'agriculture, un élevage est soumis à l'avis de l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement si le projet d'installation dispose de plus de :

1. 30 000 emplacements pour poulets,
2. 450 emplacements pour porcs,
3. 150 emplacements pour truies.

Cette transposition de la directive n°85/337/CEE a provoqué une distorsion du droit français par rapport au droit européen. Elle a augmenté l'insécurité juridique des projets, saturé l'administration compétente en matière d'environnement, et complexifié une procédure déjà lourde. L'amendement propose de rétablir, dans le droit national, l'esprit de la directive et demande simplement de transposer en droit interne les seuils fixés en annexe I de la directive du Conseil du 27 juin 1985.

PROJET DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par

Marc LE FUR, Antoine HERTH, Thierry BENOIT Loïc BOUVARD, Jean-Pierre DECOOL, Michel HUNAUT, Jacques LE GUEN, Michel LEJEUNE, Michel LEZEAU, Gérard LORGEUX, Christian MENARD, Pierre MOREL A L'HUISSIER, Jacques REMILLER, Francis SAINT LEGER, Alain SUGUENOT, Patrice VERCHERE,

APRES L'ARTICLE 10

Le 2° de l'article L 122-3-II du code de l'environnement est ainsi rédigé :

« Le contenu de l'étude d'impact, qui comprend au minimum une description du contenu du projet, une analyse de l'état initial de la zone susceptible d'être affectée et de son environnement au moment de la réalisation de l'étude d'impact du projet en cause, l'étude des effets du projet sur l'environnement ou la santé, les mesures proportionnées envisagées pour éviter, réduire et, lorsque c'est possible, compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé ainsi qu'une présentation des principales modalités de suivi de ces mesures et du suivi de leurs effets sur l'environnement ou la santé humaine sous forme d'un bilan proportionné à l'importance du projet en cause et des mesures pour éviter, réduire et compenser les effets négatifs du projet sur l'environnement ou la santé. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le contenu de l'étude d'impact est au cœur du principe de prévention qui régit l'ensemble des activités ayant des impacts sur l'environnement. Ce principe de prévention a pour objet de régir des risques connus, avérés pour des activités économiques qui sont par principe acceptées par la société dès lors que leurs effets prévisibles sur l'environnement sont correctement appréhendés. Pour permettre la mise en place d'activités économiques respectueuses de l'environnement mais également viables, ce principe doit s'appuyer sur un contenu d'étude d'impact équilibré et bien cadré afin de ne pas faire porter au pétitionnaire un poids disproportionné en termes techniques et financiers.

C'est pourquoi, il est proposé un amendement ayant pour objet de cadrer le contenu de l'étude d'impact et d'aider le pétitionnaire dans sa démarche :

- l'état initial doit correspondre à l'instant même où l'étude est réalisée ;
- l'étude des effets cumulés, dont on ne sait encore bien ce que cela recouvre, doit être limitée à l'étude d'effets cumulés par rapport à des projets équivalents dont le pétitionnaire à connaissance avec l'aide de l'administration. La Charte de l'environnement a en effet bien insisté sur l'importance des droits comme des devoirs de chacun dans le cadre de la préservation de l'environnement. Ainsi, si l'État a le droit de préserver l'environnement, il a également le devoir d'aider les particuliers qui remplissent aussi leurs devoirs en la matière ;
- tout comme les mesures qui doivent être envisagées par le pétitionnaire doivent être proportionnées, le contenu du bilan doit l'être dans un souci de cohérence de l'ensemble du dispositif.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
- (n°2559)

Amendement

CE 503

Présenté par Jean Gaubert

et les membres du groupe Socialiste, Radical, Citoyen et divers gauche

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS L'ARTICLE 10

Au deuxième alinéa du II de l'article L. 123-10 du code de l'environnement :

Après les mots « détermine les », supprimer les mots « projets »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à maintenir un équilibre entre le droit à l'information et le droit au respect de la personne, de sa vie privée et du droit d'auteur. La possible diffusion par voie électronique des dossiers d'enquête publique de simples projets portés par des particuliers est complètement disproportionnée et pourrait porter préjudice aux pétitionnaires en question. L'information sur les projets est déjà largement assurée : accès libre au dossier d'enquête, possibilité de copier le dossier, échange avec le commissaire enquêteur... La publication par voie électronique est une disposition supplémentaire qui n'apportera rien de plus à la population réellement concernée par le projet.

En outre, élever le niveau d'information des projets de simples particuliers au niveau des grands plans et programmes nationaux est parfaitement disproportionné.

La législation sur le droit d'auteur permet aux rédacteurs d'œuvres d'avoir la maîtrise de la diffusion de l'information contenue dans leur œuvre. Or le mode de diffusion par voie électronique aura pour effet de priver les pétitionnaires et les bureaux d'étude, auteurs des dossiers soumis à enquête publique, de ce droit fondamental et pourrait leur porter préjudice. Sans maîtrise de la diffusion de cette information, le pétitionnaire ne pourra être certain que des informations à caractère privée, confidentiel ou de nature à faciliter les actes de malveillance ne soit diffusées, il ne pourra être certain que le document soit correctement protégé afin d'éviter les copies du document, ou bien encore, il ne pourra connaître ni l'ampleur ni le type de public qui aura accès à son dossier.

Enfin, l'information du public à une échelle nationale (voir même plus) pouvant formuler les observations sur un projet à enjeux locaux ne correspond aucunement à l'esprit de la loi sur l'organisation d'enquête publique, ni même sur celle relative à l'accès à l'information.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
- (n°2559)

CE 502

Amendement

Présenté par Jean Gaubert, Germinal Peiro, François Brottes, Jean-Michel Clément, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe SRC

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS L'ARTICLE 10

A l'article L. 123-11 du code de l'environnement il est ajouté l'alinéa suivant :
« Lors de la communication du dossier d'enquête à la personne qui en a fait la demande, cette personne est informée de ses droits et obligations concernant la réutilisation, la diffusion et l'usage des documents obtenus ».

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement vise à informer le grand public de ses droits et obligations en matière de communication et de réutilisation du dossier d'enquête. Cette disposition informative a pour but de prévenir toute communication ou réutilisation illégale par des personnes de bonne foi qui porterait préjudice au porteur de projet et pourrait conduire à un contentieux.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par

Marc LE FUR, Antoine HERTH, Jean AUCLAIR, Jean-Claude BEAULIEU, Marc BERNIER, Thierry BENOIT, Jérôme BIGNON, Jean-Marie BINETRUY, Jean-Yves BONY, Loïc BOUVARD, Philippe BRIAND, Yves CENSI, Dino CINIEMI, Philippe COCHET, Jean-Pierre DECOOL, Laure DE LA RAUDIERE, Vincent DESCOEUR, Jean-Michel FERRAND, Alain FERRY, André FLAJOLET, Nicolas FORISSIER, Marc FRANCINA, Cécile GALLET, Claude GATIGNOL, Alain GEST, François GOULARD, Christophe GUILLOTEAU, Michel HUNAULT, Denis JACQUAT, Olivier JARDE, Yvan LACHAUD, Pierre LASBORDE, Thierry LAZARO, Jacques LE GUEN, Michel LEJEUNE, Claude LETEURTRE, Michel LEZEAU, Gérard LORGEUX, Jean-François MANCEL, Christian MENARD, Pierre MOREL A L'HUISSIER, Jean-Pierre NICOLAS, Jacques REMILLER, Francis SAINT LEGER, Bruno SANDRAS, Alain SUGUENOT, Jean-Claude TAUGOURDEAU, Patrice VERCHERE, Philippe VITEL et André WOJCIECHOWSKI

APRES L'ARTICLE 10

Il est ajouté un alinéa après le premier alinéa de l'article L.511-2 du code de l'environnement :

« Le décret ne peut soumettre les exploitations d'élevage à autorisation que si leurs capacités de production ou leur rendement dépasse les valeurs seuils fixées au point 6.6 de l'annexe I de la directive 2008/1/CE du parlement européen et du conseil du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. »

EXPOSE SOMMAIRE

L'objectif de cet amendement est d'harmoniser les seuils ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) nationaux avec les seuils IPPC (International plant protection convention) européens dans le domaine de l'élevage. La transposition française de la directive européenne dite IPPC pénalise l'élevage français face aux nombreux autres pays européens.

Se placer dans le cadre européen permettrait de corriger les distorsions de concurrence

criantes. Une telle mesure n'irait en aucun cas à l'encontre des exigences environnementales auxquelles les éleveurs se soumettent.

La réglementation nationale soumet à autorisation les élevages à partir de valeurs seuils 5 fois inférieures à celles fixées par la réglementation européenne.

Par exemple pour les élevages de porcs :

- en droit national : l'autorisation est nécessaire à partir de 450 porcs animaux équivalent, soit 450 places d'engraissement, ou 150 truies naisseurs ou 50 truies naisseurs engraisseurs,
- en droit européen : l'autorisation est obligatoire à partir de 750 truies ou 2 000 places d'engraissement.

Par exemple pour les élevages de volailles :

- en droit national : l'autorisation est obligatoire à partir de 30 000 poulets,
- en droit européen : l'autorisation est obligatoire à partir de 40 000 poulets.

Le présent amendement propose donc logiquement d'harmoniser les seuils ICPE nationaux avec les seuils IPPC européen qui sont déjà appliqués partout en Europe.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par

Marc LE FUR, Antoine HERTH, Jean AUCLAIR, Jean-Claude BEAULIEU, Marc BERNIER, Thierry BENOIT, Jérôme BIGNON, Jean-Marie BINETRUY, Jean-Yves BONY, Loïc BOUVARD, Philippe BRIAND, Yves CENSI, Dino CINIERI, Philippe COCHET, Jean-Pierre DECOOL, Laure DE LA RAUDIERE, Rémi DELATTE, Vincent DESCOEUR, Jean-Michel FERRAND, Alain FERRY, Nicolas FORISSIER, Marc FRANCINA, Cécile GALLEZ, Claude GATIGNOL, Alain GEST, François GOULARD, Christophe GUILLOTEAU, Michel HUNAULT, Denis JACQUAT, Olivier JARDE, Yvan LACHAUD, Pierre LASBORDE, Thierry LAZARO, Jacques LE GUEN, Michel LEJEUNE, Claude LETEURTRE, Michel LEZEAU, Gérard LORGEUX, Jean-François MANCEL, Christian MENARD, Pierre MOREL A L'HUISSIER, Jean-Pierre NICOLAS, Jacques REMILLER, Francis SAINT LEGER, Bruno SANDRAS, Alain SUGUENOT, Jean-Claude TAUGOURDEAU, Patrice VERCHERE, Philippe VITEL et André WOJCIECHOWSKI

APRES L'ARTICLE 10

Il est ajouté un article L.512-2-1 au code de l'environnement :

« L'autorisation prévue à l'article L.512-1 est accordée par le préfet après une procédure encadrée par des délais stricts :

1. A partir du jour de la réception par le préfet du dossier de demande d'autorisation tel que prévu par l'article R.512-2, le préfet dispose d'un délai maximum de deux mois pour rendre sa décision sur la complétude et la régularité du dossier tel que prévu par l'article R.512-11 par arrêté. L'examen de la complétude et de la régularité du dossier doit être intégral et les demandes de compléments et correctifs regroupés en un seul courrier. Le silence de l'administration pendant ces deux mois vaut décision implicite de dossier complet et régulier. Après avoir invité le demandeur à compléter ou à régulariser le dossier, et lorsqu'il estime que le dossier reste incomplet ou irrégulier au regard des éléments demandés, le préfet rend une décision de dossier incomplet et/ou irrégulier par arrêté motivé.
2. Le préfet dispose d'un délai maximum de trois mois pour ouvrir par arrêté l'enquête publique à compter de sa décision de dossier complet et régulier, ou à défaut de la décision implicite de dossier complet et régulier. Ce délai de trois mois est un délai maximum

- puisque lorsque le dossier est complet, le préfet communique dans un délai maximum de deux mois la demande au président du tribunal administratif, puis le président du tribunal administratif dispose d'un délai maximum de quinze jours pour désigner un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président, enfin, dès réception de la désignation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le préfet décide, par arrêté, de l'ouverture de l'enquête publique.
3. L'enquête publique a une durée maximum d'un mois, sauf prorogation possible de quinze jours.
 4. Après la clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, dispose d'un délai maximum de quarante-cinq jours pour envoyer son rapport et ses conclusions au préfet. Le défaut de communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête dans ce délai de quarante-cinq jours vaut avis favorable tacite du commissaire enquêteur.
 5. Le préfet statue dans un délai maximum de trois mois à compter de la réception du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête, ou à défaut, de la décision d'avis favorable tacite du commissaire enquêteur. En cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, le préfet par arrêté motivé, fixe un nouveau délai qui ne peut excéder un mois. Le silence de l'administration pendant ces trois mois éventuellement prorogés d'un mois vaut décision implicite d'accord. En cas d'autorisation implicite, le projet d'arrêté de prescriptions techniques est porté par le préfet à la connaissance du demandeur dans la quinzaine. Un délai de dix jours est accordé au pétitionnaire pour présenter éventuellement ses observations par écrit au préfet, directement ou par un mandataire. Le préfet prend un arrêté de prescriptions dans la quinzaine. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement vise à encadrer les délais d'instruction de la procédure d'autorisation des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dans un délai d'un an au maximum.

À l'heure actuelle, dans le monde agricole, le délai moyen pour obtenir une autorisation est de 16,7 mois à compter de la recevabilité du dossier. Seulement 27% des dossiers sont traités en moins de 12 mois, avec des extrêmes pouvant aller jusqu'à 4 ans pour ceux qui aboutissent. Or 40 % des ICPE sont des élevages.

Tout en confirmant le principe de participation du public, le présent amendement vise à simplifier la procédure en encadrant la procédure dans un délai compris entre 40 et 52 semaines.

Le rapporteur spécial du volet administration générale et territoriale de l'État, du projet de loi de finances pour 2010 (n° 1946) mettait en lumière que les délais d'instruction des demandes ne sont jamais inférieurs à huit mois et peuvent atteindre plus de deux ans dans certains départements. Depuis 2008, un indicateur relatif au « délai d'instruction des dossiers d'ICPE et la loi sur l'eau » a été retenu dans le projet annuel de performances. Cet indicateur témoigne d'une légère baisse de ce délai : 341 jours en 2007, 335 en 2009. L'objectif est de ramener ce délai à 300 jours à l'horizon 2012.

Une bonne façon d'atteindre cet objectif consisterait à fixer un délai maximum d'un an, soit 365 jours pour instruire un dossier.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
- (n°)

CE499

Amendement

Présenté par Jean Gaubert, Germinal Peiro, François Brottes, Jean-Michel Clément, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe SRC

- ARTICLE additionnel

après Avant l'article 10

Il est ajouté un article L. 512-2-1 au code de l'environnement :

« L'autorisation prévue à l'article L. 512-1 est accordée par le préfet après une procédure encadrée par des délais stricts :

1. A partir du jour de la réception par le préfet du dossier de demande d'autorisation tel que prévue par l'article R. 512-2, le préfet a deux mois pour rendre sa décision sur la complétude et la régularité du dossier tel que prévu par l'article R. 512-11 par arrêté. Le silence de l'administration pendant ces deux mois vaut décision implicite d'accord. Après avoir invité le demandeur à compléter ou à régulariser le dossier, et lorsqu'il estime que le dossier reste incomplet ou irrégulier au regard des éléments demandés, le préfet rend une décision de dossier incomplet et irrégulier par arrêté motivé.
2. Lorsque le dossier est complet, le préfet communique dans les deux mois la demande au président du tribunal administratif.
3. Le président du tribunal administratif désigne sous quinzaine un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il choisit un président.
4. Dès réception de la désignation du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le préfet décide, par arrêté, de l'ouverture de l'enquête publique.
5. L'enquête publique a une durée maximum d'un mois, sauf prorogation possible de quinze jours.
6. Après la clôture de l'enquête publique, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête convoque, dans la huitaine, le demandeur et lui communique sur place les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de douze jours, un mémoire en réponse.
7. Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête envoie dans la quinzaine, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et préciser si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation.

8. Le préfet statue dans les trois mois à compter du jour de réception par la préfecture du dossier d'enquête publique transmis par le commissaire enquêteur. En cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, le préfet par arrêté motivé, fixe un nouveau délai qui ne peut excéder un mois. Le silence de l'administration pendant ces trois mois éventuellement prorogés d'un mois vaut décision implicite d'accord. En cas d'autorisation implicite, le projet d'arrêté de prescriptions techniques est porté par le préfet à la connaissance du demandeur dans la quinzaine. Un délai de dix jours est accordé au pétitionnaire pour présenter éventuellement ses observations par écrit au préfet, directement ou par un mandataire. Le préfet prend un arrêté de prescriptions dans la quinzaine.

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement vise à encadrer les délais d'instruction de la procédure d'autorisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) dans un délai de un an au maximum. A l'heure actuelle, le délai moyen pour obtenir une autorisation est de 15 mois, 55 % des projets mettent plus d'un an à boucler la procédure, avec des extrêmes pouvant aller jusqu'à 4 ans, pour ceux qui aboutissent.

Tout en confirmant le principe de participation du public, le présent amendement vise à simplifier la procédure en encadrant la procédure dans un délai compris entre 40 semaines et 50 semaines.

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

AMENDEMENT

Présenté par

Marc LE FUR

278 ac

Après l'ARTICLE 10

Il est ajouté un article L.512-2-2 au code de l'environnement :

« Le Gouvernement présente au Parlement un bilan annuel de la mise en œuvre de l'article L.512-2-1. Ce rapport établit, notamment les délais d'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter des installations classées agricoles, du dépôt du dossier en préfecture tel que prévu par l'article R.512-2 du code de l'environnement jusqu'à l'obtention de l'autorisation d'exploiter prévue par l'article L.512-1 du même code, par département et par secteur d'activité agricole. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement vise à créer un outil fiable permettant d'évaluer les délais d'instruction des dossiers agricoles soumis à la réglementation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement. Cet outil permettra à l'ensemble des acteurs de se rendre compte des réelles difficultés rencontrées par les agriculteurs et de pouvoir adapter les outils réglementaires et législatifs en fonction des résultats obtenus.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
- (n°2559)

Amendement

CE 504

Présenté par Germinal Peiro, Jean Gaubert, François Brottes, Jean-Michel Clément, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe SRC

ARTICLE ADDITIONNEL APRES L'ARTICLE 10

Il est ajouté un article L. 512-2-2 au code de l'environnement :

« Le gouvernement présente au Parlement un bilan annuel de la mise en œuvre de l'article L. 512-2-1. Ce rapport établit, notamment les délais d'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter des installations classées agricoles, du dépôt du dossier en préfecture tel que prévu par l'article R. 512-2 du code de l'environnement jusqu'à l'obtention de l'autorisation d'exploiter prévue par l'article L. 512-1 du même code, par département et par secteur d'activité agricole. »

EXPOSE SOMMAIRE

Le présent amendement vise à créer un outil fiable permettant d'évaluer les délais d'instruction des dossiers agricoles soumis à la réglementation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement. Cet outil permettra à l'ensemble des acteurs de se rendre compte des réelles difficultés rencontrées par les agriculteurs et de pouvoir adapter les outils réglementaires et législatifs en fonction des résultats obtenus.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

CE 320

Présenté par

Marc LE FUR, et Thierry BENOIT

APRES L'ARTICLE 10

Il est ajouté un troisième alinéa à l'article L.512-15 du code de l'environnement :

« Lorsque l'installation est soumise à l'obligation de déclaration des flux imposée par l'article L.211-3 II 8° du code de l'environnement, son exploitant peut modifier son plan d'épandage sans procéder au renouvellement de sa demande d'autorisation, et sans procéder à une déclaration préalable au sens de l'article L.512-33 II du même code. »

EXPOSE SOMMAIRE

Ce sous-amendement vise à valoriser la mise en œuvre de la déclaration annuelle des flux d'azote telle que proposée par le gouvernement. Concrètement, la nouvelle déclaration annuelle des flux d'azote permet de renforcer l'efficacité du contrôle des évolutions des plans d'épandage par rapport au dispositif actuel de déclaration préalable des modifications d'un dossier ICPE. Ainsi, dans la mesure où les éléments requis dans ces deux déclarations sont similaires, la déclaration de modification d'un dossier ICPE devient redondante : la déclaration annuelle des flux se suffit à elle-même.

Cette évolution permettra également d'optimiser le temps des services déconcentrés de l'Etat.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

- (n°)

CE 501

Amendement

Présenté par Jean Gaubert, Germinal Peiro, François Brottes, Jean-Michel Clément, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe SRC

- ARTICLE additionnel

après ~~avant~~ l'article **10**

Il est ajouté un troisième alinéa à l'article L. 512-15 du code de l'environnement :
« Lorsque l'installation est soumise à l'obligation de déclaration des flux imposée par l'article L. 211-3 II 8° du code de l'environnement, son exploitant peut modifier son plan d'épandage sans procéder au renouvellement de sa demande d'autorisation. Il procède à une déclaration préalable au sens de l'article L. 512-33 II du même code. Le Préfet peut s'y opposer dans un délai d'un mois. »

EXPOSE SOMMAIRE

Ce sous-amendement vise à valoriser la mise en œuvre de la déclaration annuelle des flux d'azote telle que proposée par le gouvernement.

PROJET DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

CE 321

Présenté par Marc LE FUR,

APRES L'ARTICLE 10

« 2° Le II de l'article de l'article L 514-6 du code de l'environnement est ainsi rédigé :

« II. – Les décisions visées au I peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,

« 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de, soit la publication ou l'affichage desdits actes, soit l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les délais de recours actuels sont extrêmement différents en fonction du régime en vigueur (autorisation, enregistrement ou déclaration) ou bien même de l'activité (carrière, élevage, service public...). La diversité de ces délais de recours pose de nombreux problèmes. Il est aujourd'hui admis par l'ensemble des acteurs qu'une harmonisation des délais est nécessaire pour plusieurs raisons :

- Les délais actuels sont, d'une manière générale, plus longs que partout ailleurs et constituent donc un handicap potentiel pour les investissements en France puisque les investisseurs ne peuvent jamais attendre l'expiration des recours,
- La longueur des délais actuels est source d'une trop grande insécurité juridique pour les exploitants d'autant plus, qu'à l'heure actuelle il existe d'autres recours juridiques permettant d'obtenir réparation de préjudices résultant du fonctionnement d'une installation classée, tel que par exemple le recours basé sur le trouble anormal du voisinage,
- La longueur des délais actuels engendre un nombre important de contentieux qui engorge de façon significative les Tribunaux administratifs et fragilise les exploitations qui sont en situation de précarité du fait de la longueur des procédures judiciaires d'un minimum de 3ans.

Il ressort du débat conduit au sein de la table ronde sur les délais de recours contre les décisions préfectorales, un consensus sur la nécessité d'harmoniser et de réduire les différents délais de recours existants. Dans un souci de sécurité juridique, il importe que l'harmonisation et la réduction des délais de recours soit fixés par le pouvoir législatif, c'est ce que propose cet amendement.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
- (n°2559)

CE 500

Amendement

Présenté par Germinal Peiro, Jean Gaubert, François Brottes, Jean-Michel Clément, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe SRC

et les membres du groupe Socialiste, Radical, Citoyen et divers gauche

ARTICLE additionnel

après ~~avant~~ l'article 10

A l'article L. 514-6 du code de l'environnement il est ajouté un II ainsi rédigé :

« II – Les décisions, visées au I peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter :

- soit de la publication ou l'affichage desdits actes,
- soit de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

EXPOSE SOMMAIRE

Les délais de recours actuels sont extrêmement différents en fonction du régime en vigueur (autorisation, enregistrement ou déclaration) ou bien même de l'activité (carrière, élevage, service public...). La diversité de ces délais de recours pose de nombreux problèmes. Il est aujourd'hui admis par l'ensemble des acteurs qu'une harmonisation des délais est nécessaire pour plusieurs raisons :

- Les délais actuels sont, d'une manière générale, plus longs que partout ailleurs et constituent donc un handicap potentiel pour les investissements en France puisque les investisseurs ne peuvent jamais attendre l'expiration des recours.
- La longueur des délais actuels est source d'une trop grande insécurité juridique pour les exploitants, d'autant plus qu'à l'heure actuelle il existe d'autres recours juridiques permettant d'obtenir réparation de préjudices résultant du fonctionnement d'une installation classée, tel que par exemple le recours basé sur le trouble anormal du voisinage.
- La longueur des délais actuels engendre un nombre important de contentieux qui engorge de façon significative les Tribunaux administratifs et fragilise les

exploitations qui sont en situation de précarité du fait de la longueur des procédures judiciaires d'un minimum de 3 ans.

Il ressort du débat conduit au sein de la table ronde sur les délais de recours contre les décisions préfectorales, un consensus sur la nécessité d'harmoniser et de réduire les différents délais de recours existants. Dans un souci de sécurité juridique, il importe que l'harmonisation et la réduction des délais de recours soit fixés par le pouvoir législatif, c'est ce que propose cet amendement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT 1

Présenté par Jean-Pierre Decool, Daniel Fasquelle, Lionel Tardy, Philippe Armand Martin, André Wojciechowski, Eric Straumann, Jean-Marc Lefranc, Gérard Lorgeoux, Jacques Remiller, Michel Lejeune, Bernard Gérard, Dominique Dord, Christian Vanneste, Michel Zumkeller, Fernand Siré, Jean-Pierre Marcon, Yves Fromion, Christian Ménard, Yves Vandewalle, Alfred Trassy-Paillogues

APRES L'ARTICLE 10

Ajout d'un nouvel article après l'article 10 ainsi rédigé :

« Le II de l'article de l'article L 514-6 du code de l'environnement est ainsi rédigé :

« II. – Les décisions visées au I peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,

« 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de, soit la publication ou l'affichage desdits actes, soit l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les délais de recours actuels sont extrêmement différents en fonction du régime en vigueur (autorisation, enregistrement ou déclaration) ou bien même de l'activité (carrière, élevage, service public...). La diversité de ces délais de recours pose de nombreux problèmes. Il est aujourd'hui admis par l'ensemble des acteurs qu'une harmonisation des délais est nécessaire pour plusieurs raisons :

- Les délais actuels sont, d'une manière générale, plus longs que partout ailleurs et constituent donc un handicap potentiel pour les investissements en France puisque les investisseurs ne peuvent jamais attendre l'expiration des recours,
- La longueur des délais actuels est source d'une trop grande insécurité juridique pour les exploitants d'autant plus, qu'à l'heure actuelle il existe d'autres recours juridiques permettant d'obtenir réparation de préjudices résultant du fonctionnement d'une installation classée, tel que par exemple le recours basé sur le trouble anormal du voisinage,
- La longueur des délais actuels engendre un nombre important de contentieux qui engorge de façon significative les Tribunaux administratifs et fragilise les exploitations qui sont en situation de précarité du fait de la longueur des procédures judiciaires d'un minimum de 3 ans.

Il ressort du débat conduit au sein de la table ronde sur les délais de recours contre les décisions préfectorales, un consensus sur la nécessité d'harmoniser et de réduire les différents délais de recours existants. Dans un souci de sécurité juridique, il importe que l'harmonisation et la réduction des délais de recours soit fixés par le pouvoir législatif, c'est ce que propose cet amendement.

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 mai 2010

MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Commission
GouvernementAMENDEMENT N°
présenté par
Thierry BENOITCE
295

ARTICLE ADDITIONNEL

Ajouter après l'article ~~11~~¹⁰ ~~decies~~, un article ainsi rédigé :

Est Inséré à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, un V rédigé comme suit :

«Le juge administratif apprécie les litiges qui lui sont soumis au regard des règles de fond, des faits et des règles de procédure applicables au jour de la décision attaquée »

EXPOSE SOMMAIRE

Le contentieux des décisions administratives individuelles prises en application de la législation des installations classées ne relève pas des règles de droit commun du recours pour excès de pouvoir, mais d'un contentieux spécial, le contentieux spécial des installations classées.

Pour certains actes pris au titre de la législation installations classées, les recours exercés dans ce cadre, sont des recours de plein contentieux objectif. Ils obéissent à des règles de procédure particulières et les juges y disposent de larges pouvoirs.

L'une des fortes particularités du contentieux des installations classées est que, dans cette matière, le juge administratif apprécie les litiges qui lui sont soumis au regard des règles de fond applicables au jour où il statue, et non de celles qui prévalaient au jour de la décision attaquée, comme c'est le cas en droit commun.

Faisant également application du même principe, le juge, lorsqu'il se prononce sur l'application de la législation relative aux installations classées, apprécie les circonstances matérielles des litiges qui lui sont soumis, à la date à laquelle il rend sa décision

Ces particularités créent une insécurité juridique majeure pour les exploitants d'installations classées. Sous l'effet croisé d'une procédure installation classées longue, d'une inflation réglementaire environnementale constante et de délais de jugement devant les juridictions administratives particulièrement étendus, les exploitants d'installations classées sont quasi-systématiquement sanctionnés par les magistrats.

Exemple :

Constitution d'un dossier en janvier 2000 sur la base de la réglementation existante ;

Dépôt d'une demande d'autorisation en février 2000 ;

Délai moyen entre le dépôt de la demande d'autorisation et l'arrêté d'autorisation : 18 mois.

Obtention de l'arrêté d'autorisation : Août 2001

Recours en annulation contre l'arrêté d'autorisation – Août 2001 (ou beaucoup plus tard puisque les tiers peuvent agir un an après la mise en service).

Délai de jugement devant un Tribunal administratif moyenne 15 mois. Nov. 2002

Le juge va donc apprécier la légalité d'un dossier constitué près de 3 ans avant. Et il ne s'agit que d'une moyenne, les délais sont parfois beaucoup plus longs. Inutile de préciser comment, en 3 ans ou plus, la réglementation et le contexte environnemental peuvent évoluer.

Notons, en revanche, que les règles de procédure prises en compte par le juge, pour apprécier la légalité des actes attaqués, sont celles applicables au jour de la décision attaquée.

PROJET DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT ^{CE} 322

Présenté par Marc LE FUR,

APRES L'ARTICLE 10

L'article L 514-6 du code de l'environnement est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Le juge administratif apprécie les litiges qui lui sont soumis au regard des règles de fond, des faits et des règles de procédure applicables au jour de la décision attaquée. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le contentieux des décisions administratives individuelles prises en application de la législation des installations classées ne relève pas des règles de droit commun du recours pour excès de pouvoir, mais d'un contentieux spécial, le contentieux spécial des installations classées.

Pour certains actes pris au titre de la législation installations classées, les recours exercés dans ce cadre, sont des recours de plein contentieux objectif. Ils obéissent à des règles de procédure particulières et les juges y disposent de larges pouvoirs.

L'une des fortes particularités du contentieux des installations classées est que, dans cette matière, le juge administratif apprécie les litiges qui lui sont soumis au regard des règles de fond applicables au jour où il statue, et non de celles qui prévalaient au jour de la décision attaquée, comme c'est le cas en droit commun.

Faisant également application du même principe, le juge, lorsqu'il se prononce sur l'application de la législation relative aux installations classées, apprécie les circonstances matérielles des litiges qui lui sont soumis, à la date à laquelle il rend sa décision

Ces particularités créées une insécurité juridique majeure pour les exploitants d'installations classées. Sous l'effet croisé d'une procédure installations classées longue, d'une inflation réglementaire environnementale constante et de délais de jugement devant les juridictions administratives particulièrement étendus, les exploitants d'installations classées sont quasi-systématiquement sanctionnés par les magistrats.

Exemple :

Constitution d'un dossier en janvier 2000 sur la base de la réglementation existante ;

Dépôt d'une demande d'autorisation en février 2000 ;

Délai moyen entre le dépôt de la demande d'autorisation et l'arrêté d'autorisation : 18 mois.

Obtention de l'arrêté d'autorisation : Août 2001

Recours en annulation contre l'arrêté d'autorisation – Août 2001 (ou beaucoup plus tard puisque les tiers peuvent agir un an après la mise en service).

Délai de jugement devant un Tribunal administratif moyenne 15 mois. Nov. 2002

Le juge va donc apprécier la légalité d'un dossier constitué près de 3 ans avant. Et il ne s'agit que d'une moyenne, les délais sont parfois beaucoup plus longs. Inutile de préciser comment, en 3 ans ou plus, la réglementation et le contexte environnemental peuvent évoluer.

Notons, en revanche, que les règles de procédure prises en compte par le juge, pour apprécier la légalité des actes attaqués, sont celles applicables au jour de la décision attaquée.

ASSEMBLÉE NATIONALE

PROJET DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par Jean-Pierre Decool, Daniel Fasquelle, Lionel Tardy, Philippe Armand Martin, André Wojciechowski, Eric Straumann, Jean-Marc Lefranc, Gérard Lorgeoux, Jacques Remiller, Michel Lejeune, Bernard Gérard, Dominique Dord, Christian Vanneste, Michel Zumkeller, Fernand Siré, Jean-Pierre Marcon, Yves Fromion, Christian Ménard, Alfred Trassy-Paillogues

APRES L'ARTICLE 10

Ajout d'un alinéa après l'article 10 ainsi rédigé :

« L'article L 514-6 du code de l'environnement est complété par un V ainsi rédigé :

« V. – Le juge administratif apprécie les litiges qui lui sont soumis au regard des règles de fond, des faits et des règles de procédure applicables au jour de la décision attaquée. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le contentieux des décisions administratives individuelles prises en application de la législation des installations classées ne relève pas des règles de droit commun du recours pour excès de pouvoir, mais d'un contentieux spécial, le contentieux spécial des installations classées.

Pour certains actes pris au titre de la législation installations classées, les recours exercés dans ce cadre, sont des recours de plein contentieux objectif. Ils obéissent à des règles de procédure particulières et les juges y disposent de larges pouvoirs.

L'une des fortes particularités du contentieux des installations classées est que, dans cette matière, le juge administratif apprécie les litiges qui lui sont soumis au regard des règles de fond applicables au jour où il statue, et non de celles qui prévalaient au jour de la décision attaquée, comme c'est le cas en droit commun.

Faisant également application du même principe, le juge, lorsqu'il se prononce sur l'application de la législation relative aux installations classées, apprécie les circonstances matérielles des litiges qui lui sont soumis, à la date à laquelle il rend sa décision

Ces particularités créées une insécurité juridique majeure pour les exploitants d'installations classées. Sous l'effet croisé d'une procédure installations classées longue, d'une inflation réglementaire environnementale constante et de délais de jugement devant les juridictions administratives particulièrement étendus, les exploitants d'installations classées sont quasi-systématiquement sanctionnés par les magistrats.

Exemple :

Constitution d'un dossier en janvier 2000 sur la base de la réglementation existante ;

Dépôt d'une demande d'autorisation en février 2000 ;

Délai moyen entre le dépôt de la demande d'autorisation et l'arrêté d'autorisation : 18 mois.

Obtention de l'arrêté d'autorisation : Août 2001

Recours en annulation contre l'arrêté d'autorisation – Août 2001 (ou beaucoup plus tard puisque les tiers peuvent agir un an après la mise en service).

Délai de jugement devant un Tribunal administratif moyenne 15 mois. Nov. 2002

Le juge va donc apprécier la légalité d'un dossier constitué près de 3 ans avant. Et il ne s'agit que d'une moyenne, les délais sont parfois beaucoup plus longs. Inutile de préciser comment, en 3 ans ou plus, la réglementation et le contexte environnemental peuvent évoluer.

Notons, en revanche, que les règles de procédure prises en compte par le juge, pour apprécier la légalité des actes attaqués, sont celles applicables au jour de la décision attaquée.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par

Marc LE FUR, Antoine HERTH, Thierry BENOIT, Loïc BOUVARD, Jean-Pierre DECOOL, Michel HUNAULT, Jacques LE GUEN, Michel LEJEUNE, Michel LEZEAU, Gérard LORGEUX, Christian MENARD, Pierre MOREL A L'HUISSIER, Jacques REMILLER, Francis SAINT LEGER, Alain SUGUENOT, et Patrice VERCHERE

APRES L'ARTICLE 10

L'article L. 111-1 du code de l'urbanisme est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Le projet de constructions, d'aménagements, d'installations, de travaux ou d'autres utilisations du sol soumis à autorisation ou déclaration préalable en vertu du présent code peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales fixées par décret en Conseil d'État.

« Dans le cas de permis de construire portant sur les installations classées, l'examen ne portera que sur les seules atteintes à la salubrité occasionnées par la construction elle-même, et non pas les activités qui y sont exploitées. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement, a pour ambition d'éviter à un pétitionnaire, qui sollicite une dérogation de distance tiers/élevage dans son dossier de demande d'autorisation ICPE, de déposer 2 demandes de permis de construire identiques sur ce même dossier. Cette pratique est, actuellement, systématique et découle d'une interprétation extensive de l'article R.111-2 du code

de l'urbanisme par l'administration qui prétend de devoir connaître l'issue de la procédure ICPE pour pouvoir se prononcer sur la demande de PC. De ce fait, actuellement :

1. Le pétitionnaire dépose concomitamment (obligation de L.512-15 code de l'environnement) :

- une demande d'autorisation ICPE comportant une demande de dérogation tiers/ élevage (instruction : environ 1 an ou plus),

- une demande de permis de construire (instruction : 3 mois maximum),

2. Le permis de construire est refusé dans les 3 mois au motif de l'atteinte à la salubrité publique des activités d'élevage fondée sur l'article R.111-2 du code de l'urbanisme,

3. L'autorisation ICPE est délivrée avec la dérogation de distance tiers/élevage,

4. Le pétitionnaire dépose à nouveau son permis de construire,

5. Le permis est accordé.

Le dépôt de 2 dossiers identiques augmente considérablement, d'une part, le coût et les délais de réalisation des dossiers pour les exploitants, et d'autre part, la charge de travail pour l'administration qui doit instruire 2 fois le même dossier.

La modification proposée, permettra de simplifier la procédure en renforçant le principe d'indépendance des législations, la délivrance du permis de construire ne préjugeant pas de l'issue de l'instruction de la demande de dérogation dans le dossier ICPE.

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur

AVANT L'ARTICLE 11 bis

Insérer la division et l'intitulé suivants :

« Titre II *bis* A

« Améliorer la compétitivité des exploitations agricoles ».

Exposé sommaire

Cet amendement vise à créer un nouveau titre au sein de la loi rassemblant les dispositions juridiques et fiscales de nature à faciliter la gestion des exploitations agricoles.

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur

ARTICLE 11 *bis*

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 11 *bis* vise à instaurer un bénéfice forfaitaire viticole dont le montant peut être modulé en fonction de la qualification sous laquelle le vin est commercialisé, notamment si celui-ci fait l'objet d'un déclassement volontaire de la part du producteur.

Outre le fait que cet article ne prend en considération qu'une seule modalité de déclassement (le déclassement du vin pouvant également être involontaire), la pratique montre que la fixation du bénéfice forfaitaire obéit à de nombreux éléments qui, mentionnés en partie au deuxième alinéa de l'article 64-2 du code général des impôts, ne peuvent être résumés à un seul critère.

Il est donc proposé, par le présent amendement, de supprimer l'article 11 *bis*.

PROJET DE LOI
de modernisation de l'agriculture et de la pêche
N°2559

Amendement

Présenté par Germinal Peiro, Jean Gaubert, François Brottes, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Jean-Michel Clément, Marylise Lebranchu, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe socialiste

Article 11 bis

Supprimer cet article

Exposé sommaire

Il s'agit de ne pas encourager le régime du forfait agricole.

PROJET DE LOI
de modernisation de l'agriculture et de la pêche
N°2559

Amendement

Présenté par Jean Gaubert, Germinal Peiro, François Brottes, Annick Le Loch, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Jean-Michel Clément, Marylise Lebranchu, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe socialiste

Article additionnel
après ~~avant~~ l'article 11 bis

Insérer un article ainsi rédigé :

- « I – Les articles 64, 65, 65 A et 65 B du code général des impôts sont abrogés.
- II – A l'article 69 du Code général des impôts, le I, le a du II sont abrogés.
- III – Les bénéficiaires du régime défini aux I et II à la date de publication de la présente loi peuvent conserver ce régime jusqu'au 31 décembre 2012.
- IV – Les pertes de recettes résultant pour l'Etat et les organismes de sécurité sociale de l'application des I et II sont compensées à due concurrence par le relèvement des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Exposé sommaire

Il s'agit par cet amendement de proposer l'abrogation du régime du forfait agricole. En effet, ce régime fiscal est source d'inéquité et d'injustice puisque de nombreux agriculteurs paient ainsi de l'impôt alors qu'ils ne devraient pas s'en acquitter s'ils étaient soumis au régime réel. Afin d'accorder un délai

AMENDEMENT

Version 1

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur,
MM. Jean-François Chossy, Jean-Pierre Decool, Michel Diefenbacher,
Pierre Morel-A-L'Huissier et Louis Cosyns

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 11 *bis*, insérer l'article suivant :

I. - L'article 200 *undecies* du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° A la première phrase du premier alinéa du I, après le mot : « congé », sont insérés les mots : « ou pour formation » et la date : « 2010 » est remplacée par la date : « 2012 » ;

« 2° Le I est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le crédit d'impôt est également accordé aux contribuables, personnes physiques ou morales, qui ont leur domicile fiscal en France au sens du présent code et qui exercent une activité dont les revenus sont imposés dans la catégorie des bénéfices agricoles au titre des dépenses engagées pour assurer le remplacement d'un salarié en formation entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2012 par l'emploi direct de salariés ou par le recours à des personnes mises à disposition par un tiers. Le bénéfice du crédit d'impôt est limité aux exploitations de moins de trois salariés et subordonné au fait que le remplacement ne fasse pas l'objet d'une prise en charge au titre d'une autre législation.

« 3° - A la fin de la première phrase du II, les mots : « pour congé » sont supprimés. »

II. - Les dispositions du I ne sont applicables qu'aux sommes venant en déduction de l'impôt dû.

III. - Les pertes de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise, d'une part, à proroger le crédit d'impôt remplacement qui constitue une des mesures phares de la loi d'orientation agricole n° 2006-11 du 5 janvier 2006, fortement plébiscitée par la profession agricole, et à l'étendre aux dépenses engagées pour le remplacement de l'exploitant ou du salarié de l'exploitant en formation.

Faciliter le remplacement des salariés dans les petites exploitations constitue en effet un impératif si l'on veut que le droit à la formation soit effectif dans le secteur agricole, secteur qui est en constante mutation.

Par ailleurs, cet amendement ne souhaite pas limiter la durée de la formation, préférant laisser à l'exploitant agricole le soin de disposer d'une durée globale de quatorze jours par an qu'il peut utiliser à sa guise pour suivre une formation ou profiter d'un congé.

Enfin, afin de donner une véritable effectivité au dispositif ainsi étendu, le présent amendement étend le bénéfice de la disposition jusqu'au 31 décembre 2012, soit un allongement de deux ans par rapport à la date-butoir actuellement fixée par le I de l'article 200 *undecies* du code général des impôts.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche N°2559

AMENDEMENT

Présenté par

Yves FROMION

APRÈS L'ARTICLE 11 ^{Bis}
Article additionnel après l'article 11 ^{Bis}

217 CS

Article 200 undecies du code général des impôts

I. Après l'article 11, insérer un article additionnel ainsi rédigé :

1°. Au I de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « assurer leur remplacement pour congé », ajouter les mots :

« ou pour suivre une formation, »

2°. Au II de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « de quatorze jours de remplacement pour congé », ajouter les mots :

« dont 5 jours au plus de remplacement pour suivre une formation. »

II. Les pertes de recettes résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a institué un crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles.

Ce crédit d'impôt est réservé aux exploitations imposées dans le cadre des bénéfices agricoles (article 200 undecies du CGI) et s'élève à 50 % des dépenses plafonnées à 14 jours (et 42 fois le minimum garanti).

Jusqu'à présent le motif retenu est le remplacement pour congé pour les exploitants ayant des contraintes quotidiennes.

Cet amendement vise à inclure dans les motifs permettant le déclenchement du crédit d'impôt remplacement, les actions de formation pour une durée de 5 jours sur les 14 dans les mêmes conditions.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par Marc LE FUR

240 CB

Article additionnel après l'article 11 ^{bis}

Article 200 undecies du code général des impôts

^{bis}
I. Après l'article 11, insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- 1°. Au I de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « assurer leur remplacement pour congé », ajouter les mots :
« ou pour suivre une formation, »
- 2°. Au II de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « de quatorze jours de remplacement pour congé », ajouter les mots :
« dont 5 jours au plus de remplacement pour suivre une formation. »

II. Les pertes de recettes résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a institué un crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles.

Ce crédit d'impôt est réservé aux exploitations imposées dans le cadre des bénéfices agricoles (article 200 undecies du CGI) et s'élève à 50 % des dépenses plafonnées à 14 jours (et 42 fois le minimum garanti).

Jusqu'à présent le motif retenu est le remplacement pour congé pour les exploitants ayant des contraintes quotidiennes.

Cet amendement vise à inclure dans les motifs permettant le déclenchement du crédit d'impôt remplacement, les actions de formation pour une durée de 5 jours sur les 14 dans les mêmes conditions.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Juin 2010

CE 445

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

AMENDEMENT N° 13

Présenté par Nicolas FORISSIER

Article additionnel après l'article 11 bis

Article 200 undecies du code général des impôts

- I. Après l'article 11, insérer un article additionnel ainsi rédigé :**
- 1°. Au I de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « assurer leur remplacement pour congé », ajouter les mots :
« ou pour suivre une formation, »
 - 2°. Au II de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « de quatorze jours de remplacement pour congé », ajouter les mots :
« dont 5 jours au plus de remplacement pour suivre une formation. »
- II. Les pertes de recettes résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.**

Exposé des motifs

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a institué un crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles.

Ce crédit d'impôt est réservé aux exploitations imposées dans le cadre des bénéfices agricoles (article 200 undecies du CGI) et s'élève à 50 % des dépenses plafonnées à 14 jours (et 42 fois le minimum garanti).

Jusqu'à présent le motif retenu est le remplacement pour congé pour les exploitants ayant des contraintes quotidiennes.

Cet amendement vise à inclure dans les motifs permettant le déclenchement du crédit d'impôt remplacement, les actions de formation pour une durée de 5 jours sur les 14 dans les mêmes conditions.

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

AMENDEMENT

Présenté par Messieurs Philippe Gosselin, Jean-Marc Lefranc et Guénhaël Huet

Article additionnel après l'article 11 ^{bis}

^{bis} I. Après l'article 11, ajouter un article ainsi rédigé :

1°. Au I de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots « *assurer leur remplacement pour congé* », ajouter les mots : « *ou pour suivre une formation,* »

2°. Au II de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « *de quatorze jours de remplacement pour congé* », ajouter les mots « *dont 5 jours au plus de remplacement pour suivre une formation.* »

II. Les pertes de recettes résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSE SOMMAIRE

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a institué un crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles.

Ce crédit d'impôt est réservé aux exploitations imposées dans le cadre des bénéfices agricoles (article 200 undecies du CGI) et s'élève à 50 % des dépenses plafonnées à 14 jours (et 42 fois le minimum garanti).

Jusqu'à présent le motif retenu est le remplacement pour congé pour les exploitants ayant des contraintes quotidiennes.

Cet amendement vise à inclure dans les motifs permettant le déclenchement du crédit d'impôt remplacement, les actions de formation pour une durée de 5 jours sur les 14 dans les mêmes conditions.

APRES L'ARTICLE 11

ASSEMBLEE NATIONALE

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

AMENDEMENT

présenté par
Alfred Trassy-PailloguesArticle additionnel après l'article 11 ^{bis}*Article 200 undecies du code général des impôts*I. ^{bis} Après l'article 11 ^{bis} insérer un article additionnel ainsi rédigé :

- 1°. Au I de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « assurer leur remplacement pour congé », ajouter les mots :
« ou pour suivre une formation, »
- 2°. Au II de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « de quatorze jours de remplacement pour congé », ajouter les mots :
« dont 5 jours au plus de remplacement pour suivre une formation. »

II. Les pertes de recettes résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a institué un crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles.

Ce crédit d'impôt est réservé aux exploitations imposées dans le cadre des bénéfices agricoles (article 200 undecies du CGI) et s'élève à 50 % des dépenses plafonnées à 14 jours (et 42 fois le minimum garanti).

Jusqu'à présent le motif retenu est le remplacement pour congé pour les exploitants ayant des contraintes quotidiennes.

Cet amendement vise à inclure dans les motifs permettant le déclenchement du crédit d'impôt remplacement, les actions de formation pour une durée de 5 jours sur les 14 dans les mêmes conditions.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CE 1178

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE N° 112

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT présenté par M. Jean DIONIS DU SEJOUR

Article additionnel après l'article 11 *bis*

Article 200 undecies du code général des impôts

I. Après l'article 11, *bis* insérer un article additionnel ainsi rédigé :

1°. Au I de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « assurer leur remplacement pour congé », ajouter les mots :

« ou pour suivre une formation, »

2°. Au II de l'article 200 undecies du code général des impôts, après les mots : « de quatorze jours de remplacement pour congé », ajouter les mots :

« dont 5 jours au plus de remplacement pour suivre une formation. »

II. Les pertes de recettes résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs

La loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a institué un crédit d'impôt au titre des dépenses de remplacement pour congé de certains exploitants agricoles.

Ce crédit d'impôt est réservé aux exploitations imposées dans le cadre des bénéficiaires agricoles (article 200 undecies du CGI) et s'élève à 50 % des dépenses plafonnées à 14 jours (et 42 fois le minimum garanti).

Jusqu'à présent le motif retenu est le remplacement pour congé pour les exploitants ayant des contraintes quotidiennes.

Cet amendement vise à inclure dans les motifs permettant le déclenchement du crédit d'impôt remplacement, les actions de formation pour une durée de 5 jours sur les 14 dans les mêmes conditions.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE
N° 2559

Présenté par
MM. Philippe-Armand MARTIN, Arnaud ROBINET, Jean-Claude THOMAS et Mme
Catherine VAUTRIN

Article additionnel

APRES L'ARTICLE 11, ^{5.5}insérer un article ainsi rédigé :

I – L'article 885 P du code général des impôts est ainsi modifié :

Après les mots « *l'un de leurs frères ou sœurs* » sont insérés les mots « *ou leurs conjoints,* ».

II – Les pertes de recettes résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du même code.

EXPOSE DES MOTIFS

Dans un souci de cohérence avec l'ensemble du texte, et pour éviter l'éclatement d'une entreprise hors du cercle familial et favoriser sa continuité, il est suggéré d'étendre l'exonération totale d'ISF aux biens ruraux et aux parts de GFA loués par bail à long terme aux conjoints des frères et sœurs du bailleur. En conservant l'exonération attachée aux biens professionnels, les propriétaires ne chercheront pas à vendre leurs biens au meilleur offrant lorsqu'ils arriveront en retraite. Cela facilitera notamment la continuité et la stabilité d'une entreprise dans le cadre familial.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE
N° 2559

AMENDEMENT

Présenté par
MM. Philippe-Armand MARTIN, Arnaud ROBINET, Jean-Claude THOMAS et Mme
Catherine VAUTRIN

Article additionnel

APRES L'ARTICLE 11^{bis}, insérer un article ainsi rédigé :

I – La première phrase de l'article 885 P du CGI est complétée par les mots :
« ou un jeune agriculteur âgé de moins de 35 ans et installés depuis moins de 5 ans à la date de conclusion du bail, ou une personne ayant été, avant la conclusion du bail, salariée pendant au moins deux ans sur l'exploitation dirigée par le bailleur ou son conjoint. »

II – Les pertes de recettes résultant du I sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575A du même code.

EXPOSE SOMMAIRE :

Afin de faciliter l'installation de jeunes agriculteurs et d'inciter les propriétaires à leur consentir des baux, il est suggéré d'étendre l'exonération totale d'ISF aux biens ruraux et aux parts de GFA loués par bail à long terme à un jeune agriculteur. En conservant l'exonération attachée aux biens professionnels, les propriétaires ne chercheront pas à vendre leurs biens au meilleur offrant lorsqu'ils arriveront en retraite. Les jeunes agriculteurs, pour leur part, bénéficieront d'une certaine stabilité.

De la même manière, il est proposé d'étendre le bénéfice de cette disposition au salarié, pour le cas où le propriétaire ferait valoir ses droits à la retraite sans successeur désigné, et souhaiterait encourager un salarié à poursuivre l'activité.

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur,
M. Christian Patria et M. Marcel Bonnot

ARTICLE ADDITIONNEL

APRES L'ARTICLE 11 *bis*, insérer l'article suivant :

I. – Les deux derniers alinéas de l'article L. 323-2 du code rural et de la pêche maritime sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

« Un groupement agricole d'exploitation en commun peut être constitué de deux époux, de deux concubins ou de deux partenaires liés par un pacte civil de solidarité, y compris lorsqu'ils en sont les seuls associés. »

II. - Les pertes éventuelles de recettes pour l'Etat résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé sommaire

Cet amendement vise à supprimer l'archaïsme consistant à interdire la constitution de GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) entre époux, concubins ou partenaires liés par un PACS (interdiction figurant actuellement aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 323-2).

En effet, cette restriction est dépassée depuis longtemps. Elle s'explique par les circonstances qui ont présidé à la création des GAEC dans les années soixante et qui a perduré jusqu'à aujourd'hui. Dans la mesure où l'objectif poursuivi était l'amélioration des conditions de travail des exploitants, il a toujours été estimé que la notion de GAEC reposait sur l'idée de travail en commun d'exploitants bien distincts, condition qu'étaient réputés ne pas pouvoir remplir deux époux dont la communauté de vie impose qu'ils puissent, par exemple, partir en vacances ensemble et donc ne plus être présents sur l'exploitation au même moment.

Les modes de vie ayant évolué, il est plus que temps aujourd'hui pour le GAEC de s'adapter.

AMENDEMENT

CE 147 rect.

présenté par
Mme Laure de La Raudière et M. Gérard Hamel

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS L'ARTICLE 11 ~~SEXIES~~ BIS

- I. Au 2ème alinéa du I de l'article L. 741-16 du code rural, supprimer les mots « du 3° ».
- II. Les pertes de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Depuis la loi de finances rectificative pour 2010, l'application du dispositif d'exonération dit « réduction occasionnel » est limité aux seuls contrats saisonniers. Cela engendre une discrimination entre les différents contrats à durée déterminée.

En effet, dans certaines situations de tâches occasionnelles ou de surcroît de travail, par exemple pour réparer les conséquences d'intempéries, des contrats à durée déterminée ayant d'autres motifs que le caractère saisonnier vont être choisis. Or, ils ne bénéficieront pas des mêmes conditions que le contrat saisonnier sauf à considérer tous ces cas comme entrant dans le travail saisonnier.

Cet amendement vise donc à permettre l'application de l'exonération à d'autres cas de recours au CDD.

AMENDEMENT

CE 148 rect.

présenté par
Mme Laure de La Raudière et M. Gérard Hamel

ARTICLE ADDITIONNEL APRÈS L'ARTICLE 11 ~~SEXIES~~ **BIS**

Après l'article 11 ~~sexies~~ ^{bis}, insérer un article ainsi rédigé :

Le II de l'article L. 741-16 du code rural, tel qu'issu de la LFR pour 2010 du 9 mars 2010 est ainsi modifié :

« Le demandeurs d'emploi, inscrits à ce titre à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail depuis une durée fixée par décret, embauchés par contrat à durée indéterminée, les salariés embauchés par contrat à durée indéterminée dans le cadre d'un groupement d'employeurs ainsi que les salariés embauchés conformément à l'article L. 3123-31 du code du travail sont assimilés à des travailleurs occasionnels lorsqu'ils exercent des activités mentionnées au I. »

II. Les pertes de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ne réserver l'application du dispositif occasionnel dans le cas de contrats à durée indéterminée qu'aux groupements d'employeurs embauchant des demandeurs d'emplois est dissuasif des efforts faits en agriculture pour essayer de développer des emplois pérennes notamment à travers les groupements d'employeurs et les contrats intermittents.

C'est pourquoi, pour favoriser le développement d'emplois durables, cet amendement propose de maintenir dans le dispositif occasionnel tel que cela était le cas avant la loi de finances rectificative pour 2010, dès lors qu'ils exercent une des activités mentionnées au I de l'article L. 741-16 :

- les demandeurs d'emploi, inscrits à ce titre à Pôle Emploi depuis une durée fixée par décret, embauchés par contrat à durée indéterminée ;

- les salariés embauchés par contrat à durée indéterminée dans le cadre d'un groupement d'employeurs ;

- les salariés embauchés en contrat intermittent.

La mise en place d'une exonération de charges ne bénéficiant qu'à des contrats à durée déterminée ne peut que créer un risque de favoriser le développement des contrats précaires.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi N° 2559 de modernisation de l'agriculture et de la pêche

Amendement présenté par Jean-Claude Bouchet

Article additionnel après l'Article 11 ~~quater~~ ^{Lis}

I. Il est créé un article L.741-16-^{rural}~~2~~ du code ~~du travail~~ :

« L'exécution d'un travail salarié limité à quelques heures par semaine ou par mois, fixées par décret, dans, exclusivement, une entreprise ou exploitation ayant pour activité principale une activité définie à l'article L.722-1 1° du code rural, n'ouvre pas de droit aux prestations des assurances sociales versées par le régime de protection sociale agricole. A ce titre, les salaires versés sont exonérés des cotisations sociales.

II. Les pertes de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

Exposé des motifs :

Cet amendement vise à permettre à des travailleurs en agriculture de bénéficier de « complément de revenus » sans être soumis à charges.

Ce dispositif autorise des personnes non salariées (retraité, étudiant, personne au foyer...) et déjà couvertes par un régime de protection sociale, à effectuer des travaux de très courte durée sans s'ouvrir de droit à prestations sociales et donc sans cotiser. En revanche, le travailleur est dans une relation protégée par les règles du droit du travail.

Ce type de dispositif est déjà pratiqué dans d'autres pays européens (comme l'Allemagne), mais contrairement à ce qui peut se passer dans ces pays, cet amendement introduit une protection du non salarié (par l'obligation d'être couvert par une assurance sociale et en fixant des limites à la durée du travail.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Juin 2010

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE
(N° 2559)

AMENDEMENTprésenté par M. Jacques Lamblin.
-----**ARTICLE ADDITIONNEL****APRES L'ARTICLE 11 ~~QUINQUIES~~ BIS**

Insérer l'article suivant :

L'article L. 752-5 du code rural est ainsi modifié :

Après le 1° alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« En cas de reprise partielle du travail, l'indemnité journalière peut être maintenue en tout ou en partie pendant une durée fixée par les services médicaux de l'assurance prévue au présent chapitre, mais ne pouvant excéder une durée déterminée :

- 1) soit si la reprise du travail et si le travail effectué sont reconnus comme étant de nature à favoriser l'amélioration de l'état de santé du chef d'exploitation ou d'entreprise agricole ;
- 2) soit si le chef d'exploitation agricole doit faire l'objet d'une rééducation ou d'une réadaptation professionnelle pour recouvrer un emploi compatible avec son état de santé.

Sauf cas exceptionnel, le montant de l'indemnité maintenu ne peut porter le gain total du chef d'exploitation agricole à un chiffre excédant le gain forfaitaire annuel fixé par arrêté du ministre chargé de l'agriculture»

EXPOSE SOMMAIRE

Afin de bénéficier d'une couverture du risque accident du travail, les non salariés agricoles, catégorie à laquelle appartiennent les chefs d'exploitation agricole, doivent contracter obligatoirement une assurance complémentaire. En l'état actuel du droit social agricole, si les non salariés agricoles bénéficient d'une indemnité en cas d'arrêt de travail justifié par un accident du travail, ils ne peuvent prétendre à une reprise partielle du travail,

dite « mi-temps thérapeutique », ainsi que le droit commun de la sécurité sociale y autorise ses affiliés.

L'objet de cet amendement est donc d'étendre cette faculté aux non salariés agricoles victimes d'un accident du travail en phase de guérison ou de consolidation, afin de favoriser l'amélioration de leur état de santé et de préparer, en la facilitant, la reprise d'une activité à temps plein.

PROJET DE LOI
de modernisation de l'agriculture et de la pêche
N°2559

Amendement

Présenté par

M. Lurel, M. Letchimy, M. Manscour, M. Tourtelier, M. Chanteguet, M. Peiro, M. Brottes,
M. Philippe Martin, M. Le Déaut, Mme Massat, M. Gaubert, Mme Gaillard, M. Queyranne,
Mme Fioraso, Mme Erhel, M. Jean-Michel Clément, M. Deguilhem, M. Gagnaire, Mme
Quéré, M. Montebourg, Mme Marcel, M. Launay, Mme Coutelle, M. Grellier, Mme Le Loch,
M. Viollet, Mme Robin-Rodrigo, M. Mesquida et les membres du groupe Socialiste, radical,
citoyen et divers gauche

Article additionnel

Après L'ARTICLE 11 ~~sexies~~ **Bis**

Insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - L'article L. 762-4 du code rural est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les exploitants agricoles exerçant leur activité dans le département de la Guadeloupe et de la Martinique, sur des exploitations dont la production comporte des résidus de chlordécone proches des limites maximales de résidus, sont, sans conditions de surface d'exploitation et pour la durée nécessaire à la décontamination des sols, exonérés de cotisations relatives aux prestations familiales, à l'assurance maladie, invalidité, maternité et à l'assurance vieillesse, dans des conditions fixées par décret. »

II. - La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale résultant du I ci-dessus est compensée à due concurrence par l'institution d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. » »

Objet

Cet amendement vise à exonérer, en Guadeloupe et en Martinique, les agriculteurs propriétaires de terrains contaminés par la présence de chlordécone, quelque soit la superficie cultivée, de cotisations relatives aux prestations familiales, à l'assurance maladie, invalidité, maternité et à l'assurance vieillesse dans des conditions fixées par décret. Cette mesure est à mettre en place pour la durée de la décontamination des sols.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche
N°2559

CE 507

Amendement

Présenté par Germinal Peiro, Jean Gaubert, François Brottes, Jean-Michel Clément, Annick Le Loch, Catherine Quéré, Jean-Paul Chanteguet, Corine Erhel, Michel Ménard, Frédérique Massat, Jean Mallot, Louis Joseph Manscour, Pascale Got, Victorin Lurel, Serge Letchimy, Patrick Lebreton, Marie-Lou Marcel, Jean-Claude Leroy, Christophe Bouillon, Kleber Mesquida, Geneviève Gaillard, Martine Faure, Françoise Olivier-Coupeau, Gisèle Biémouret et les membres du groupe socialiste

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS ARTICLE 11 BIS

Après l'article 11^{Lis}, insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 1253-8 du code du travail est ainsi complété par une phrase ainsi rédigée :

« Cependant la cessation de paiement prononcée d'un des membres du groupement permet l'intervention de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés afin de compenser la créance constatée correspondant au membre concerné du groupement. » »

Objet

Actuellement, l'AGS (Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés) n'intervient que si un groupement d'employeurs est lui-même mis en liquidation judiciaire et pas dans le cas où l'un de ses membres se retrouve dans cette situation. Or la liquidation financière d'un seul membre peut mettre en péril le groupement, qui, sans cet incident financier, aurait pu poursuivre son activité et maintenir les emplois ou au moins une partie. Cet amendement vise donc à autoriser l'intervention de l'AGS en cas de cessation de paiement de l'un des membres du groupement d'employeurs.

PROJET DE LOI DE MODERNISATION DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE
N° 2559

AMENDEMENT

Présenté par
MM. Philippe-Armand MARTIN, Arnaud ROBINET, Jean-Claude THOMAS et Mme
Catherine VAUTRIN

article 11 Ter

Rédiger ainsi

~~Les dispositions de l'article 11 ter nouveau sont remplacées par les mesures suivantes :~~

I – L'article 75 A du code général des impôts est abrogé

II – L'article 75 du même code est ainsi modifié :

1° Les mots « autres que ceux visés à l'article 75A » sont supprimés

2° Les seuils « 30% » et « 50 000 € » sont remplacés par les seuils « 50% » et « 100 000 € »

3° Il est ajouté l'alinéa suivant :

« Les revenus tirés de l'exercice des activités mentionnée au précédent alinéa ne peuvent pas donner lieu aux déductions pour investissement et pour aléas prévues respectivement aux article 72 et 72 D bis, ni bénéficier de l'abattement prévu à l'article 73 B ou du dispositif de lissage ou d'étalement prévu à l'article 75-0 A. Les déficits provenant de l'exercice des mêmes activités ne peuvent pas être imputés sur le revenu global mentionné au I de l'article 156 ».

III – Le III bis de l'article 298 bis du même code est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les seuils de : « 50 000 € » et « 30% » sont remplacés par les seuils « 100 000 € » et « 50% ».

2° Le second alinéa est supprimé.

IV – Les pertes de recettes résultant de pour l'Etat du I, II et III ci-dessus sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du Code général des impôts.

Exposé sommaire

L'activité agricole a largement été définie et étendue aux cours des 30 dernières années. Les activités dans le prolongement de l'exploitation (commercialisation, transformation des produits agricoles...), les activités ayant pour support l'exploitation (accueil, tourisme rural), puis le secteur équin plus récemment, ont permis d'embrasser une activité qui correspond à la diversité des entreprises et des territoires. Mais aujourd'hui, l'activité des agriculteurs se développe vers de nouveaux marchés et en dehors même de l'agriculture (ex : production d'électricité d'origine photovoltaïque).

La pluralité est donc actuellement en plein essor, qu'elle soit choisie ou rendue nécessaire par la faiblesse des revenus agricoles.

Toutefois, force est de constater qu'au plan fiscal, cette pluriactivité demeure limitée, quand bien même des progrès ont été réalisés.

Dans un souci de simplification et d'égalité de traitement des agriculteurs, quelles que soient les activités diversifiées réalisées, les seuils de rattachement des activités commerciales et non commerciales (50 000 € et 30%) et ceux permettant le rattachement des activités de production d'électricité éolienne et photovoltaïque (100 000 € et 50%) aux bénéfices agricoles pourraient être fusionnés.

Ainsi, il est proposé de relever les seuils de rattachement de ces activités pour les porter à 50% des recettes tirées de l'activité agricole et à 100 000 €.

Corrélativement, pour éviter toute distorsion de concurrence, les dispositifs fiscaux propres à l'activité agricole (déduction pour investissements, déduction pour aléas, règles d'imputation des déficits...) ne concerneraient que la fraction du résultat correspondant à une activité agricole par nature.

Enfin, en matière de TVA, rappelons que l'exploitant doit, en principe, constituer deux secteurs d'activités distincts, l'un pour les activités non agricoles (règles de droit commun) l'autre pour les opérations agricoles relevant du régime simplifié de l'agriculture (RSA). Toutefois, en vue de simplifier la gestion des contribuables, la loi prévoit notamment que les activités non agricoles considérées comme accessoires (commerciales et non commerciales) peuvent être imposées selon le RSA sous réserve des seuils prévus aux articles 75 et 75 A du CGI.

Compte tenu de la fusion proposée des articles 75 et 75A du CGI, parallèlement, le présent amendement propose de modifier les textes applicables en matière de TVA agricole en y intégrant les nouveaux seuils de rattachement des recettes accessoires.

Projet de loi visant relatif à la Modernisation de l'agriculture
(n° 2559)

CE 1287

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur
MM. Jean-François Chossy, Jean-Pierre Decool, Michel Diefenbacher
et Pierre Morel-A-L'Huissier

~~ARTICLE ADDITIONNEL~~

ARTICLE 11 *ter*

I. – Après l'alinéa 1^{er}, insérer les quatre alinéas suivants :

1° Après les mots « s'élève à », la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : « 5 000 euros. Sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret, ce montant peut être porté à 23 000 euros. »

2° Le quatrième alinéa est ainsi modifié :

a) A la première phrase, le chiffre : « 150 000 » est remplacé par le chiffre : « 35 000 ».

b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée : « Lorsqu'en application du premier alinéa, le montant de la déduction pour aléas par exercice de douze mois a été porté à 23 000 euros, le plafond est égal à la différence positive entre la somme de 150 000 euros et le montant des déductions pratiquées et non encore rapportées au résultat, majoré des intérêts capitalisés en application du sixième alinéa. »

II. – Les pertes éventuelles de recettes pour l'État résultant du I sont compensées par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

EXPOSÉ SOMMAIRE

La multiplication des aléas et l'instabilité accrue des cours qui marquent désormais l'agriculture plaident en faveur d'une meilleure couverture des risques susceptibles de fragiliser les exploitations. Les pouvoirs publics se doivent à cet égard de soutenir tant le développement de l'assurance récolte que la constitution par les exploitants d'une épargne de précaution.

La DPA devrait à cet égard constituer un outil de prédilection pour les agriculteurs. Elle est cependant aujourd'hui très peu utilisée. Si l'évolution récente de son régime juridique devrait contribuer à une diffusion plus large de cet outil, notamment avec l'extension de son champ aux aléas économiques par l'article 91 de la loi de finances pour 2010, il est possible

encore d'en améliorer le fonctionnement en précisant les conditions d'assurance auxquelles est subordonnée la pratique de la DPA.

L'obligation de contracter une assurance pour bénéficier de la DPA est aujourd'hui considérée comme le principal frein au dispositif, comme l'a d'ailleurs récemment souligné le rapport Perrin issu des travaux de la mission relative à l'amélioration de la gestion des aléas économiques en agriculture (décembre 2009).

L'obligation d'assurance est en effet particulièrement extensive en ce qu'elle porte à la fois sur une assurance contre le risque incendie, une assurance multirisque récolte, lorsque les cultures sont assurables à ce titre et, lorsqu'elles ne le sont pas, une assurance classique (grêle, gel, excès d'eau...). Ces conditions se cumulant, elles handicapent les exploitations en polyculture ou les petites exploitations qui ne souhaitent pas supporter le coût financier mais aussi administratif et de gestion de la souscription d'une assurance. Or, diversifier ses productions constitue aussi un choix économiquement rationnel de gestion des risques et il apparaît difficilement justifiable que ces exploitations ne puissent pas avoir accès à la DPA pour se constituer, parallèlement, une épargne de précaution.

Le présent amendement ne propose pas de supprimer tout lien entre l'assurance et la DPA, qui reste nécessaire notamment pour inciter les exploitations qui en ont les moyens à se protéger des aléas, avant tout en souscrivant une assurance et, si elles le souhaitent, en utilisant la DPA ; il prévoit en revanche de délier une petite part du plafond de la DPA de l'assurance afin que toutes les exploitations agricoles, assurées ou non, puissent y avoir accès et se protègent ainsi mieux contre les aléas.

Le présent amendement instaure donc un premier plafond de DPA à hauteur de 5000 euros par exercice, sans condition d'assurance. En revanche, pour bénéficier de la part supplémentaire portant ce plafond à 23 000 euros, qui correspond au plafond applicable aujourd'hui, une assurance sera obligatoire.

A M E N D E M E N T

Présenté par JP Nicolas

Article 11 ter

I. – Après l'alinéa 1, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° A Au premier alinéa, les mots : « sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret » sont supprimés ;

« 1° B Au début du deuxième alinéa, les mots : « Sous cette même réserve, » sont supprimés. »

II. – Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° bis Au neuvième alinéa (a), les mots : « les contrats d'assurance mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « des contrats d'assurances souscrits dans des conditions définies par décret » ;

« 1° ter Au dixième alinéa (b), le mot : « assuré » est supprimé. »

III. - Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Exposé des motifs

Cet amendement vise à supprimer l'obligation de souscrire une assurance agricole pour pouvoir accéder au dispositif fiscal de Déduction pour aléas (DPA). La finalité de ce dispositif, rappelons-le, est que les agriculteurs puissent déduire de leurs bénéfices les bonnes années des sommes ayant vocation à être réintégréées dans leurs comptes les mauvaises années. Les sommes déduites doivent être versées sur des comptes bancaires spécifiques.

Dans son principe, la DPA est donc susceptible d'aider les exploitants à faire face à la volatilité de plus en plus importante des marchés à laquelle ils sont exposés.

Toutefois, ce dispositif n'est accessible qu'aux exploitants ayant souscrit des contrats d'assurance pour les récoltes (pertes de rendement) et/ou la mortalité du bétail. Or, pour de nombreux exploitants pratiquant les grandes cultures, une assurance-récolte n'est pas ressentie comme nécessaire objectivement, compte tenu de la faiblesse des risques encourus - fréquence, ampleur- comparativement au coût de l'assurance-récolte et aux franchises pratiquées.

Cette exigence tend donc à imposer aux exploitants une charge supplémentaire non négligeable, alors qu'au contraire, il est impérieux qu'ils réduisent toujours plus leurs coûts. Au final, cela ne peut que dissuader un grand nombre d'entre eux d'entrer dans le dispositif de DPA, alors que, très peu utilisé à ce jour, celui-ci mérite d'être amplement diffusé.

AMENDEMENT

CE 108

présenté par

MM. Alain Suguenot, Philippe-Armand Martin, Serge Poignant, Michel Lezeau, Elie Aboud,
Antoine Herth, Alain Marty et Mme Catherine Vautrin

ARTICLE 11 *TER*

I. – Après l'alinéa 1, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° A Au premier alinéa, les mots : « sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret » sont supprimés ;

« 1° B Au début du deuxième alinéa, les mots : « Sous cette même réserve, » sont supprimés. »

II. – Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° bis Au neuvième alinéa (a), les mots : « les contrats d'assurance mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « des contrats d'assurances souscrits dans des conditions définies par décret » ;

« 1° ter Au dixième alinéa (b), le mot : « assuré » est supprimé. »

III. - Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'obligation de souscrire une assurance agricole pour pouvoir accéder au dispositif fiscal de Déduction pour aléas (DPA). La finalité de ce dispositif, rappelons-le, est que les agriculteurs puissent déduire de leurs bénéfices les bonnes années des sommes ayant vocation à être réintégrées dans leurs comptes les mauvaises années. Les sommes déduites doivent être versées sur des comptes bancaires spécifiques.

Dans son principe, la DPA est donc susceptible d'aider les exploitants à faire face à la volatilité de plus en plus importante des marchés à laquelle ils sont exposés.

Toutefois, ce dispositif n'est accessible qu'aux exploitants ayant souscrit des contrats d'assurance pour les récoltes (pertes de rendement) et/ou la mortalité du bétail. Or, pour de

nombreux exploitants pratiquant les grandes cultures, une assurance-récolte n'est pas ressentie comme nécessaire objectivement, compte tenu de la faiblesse des risques encourus -fréquence, ampleur- comparativement au coût de l'assurance-récolte et aux franchises pratiquées.

Cette exigence tend donc à imposer aux exploitants une charge supplémentaire non négligeable, alors qu'au contraire, il est impérieux qu'ils réduisent toujours plus leurs coûts. Au final, cela ne peut que dissuader un grand nombre d'entre eux d'entrer dans le dispositif de DPA, alors que, très peu utilisé à ce jour, celui-ci mérite d'être amplement diffusé.

ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

Présenté par

M. de Courson et les membres du groupe Nouveau Centre

ARTICLE 11 ter

I. – Après l'alinéa 1, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° A Au premier alinéa, les mots : « sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret » sont supprimés ;

« 1° B Au début du deuxième alinéa, les mots : « Sous cette même réserve, » sont supprimés. »

II. – Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° bis Au neuvième alinéa (a), les mots : « les contrats d'assurance mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « des contrats d'assurances souscrits dans des conditions définies par décret » ;

« 1° ter Au dixième alinéa (b), le mot : « assuré » est supprimé. »

III. - Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSE SOMMAIRE

Actuellement, pour bénéficier du dispositif de déduction pour aléas (DPA), les exploitants agricoles sont dans l'obligation de souscrire une assurance.

Or, cette assurance se révèle bien souvent inadaptée à la gestion de l'exploitation. De plus, si celle-ci constitue une garantie de la récolte, elle ne constitue pas une garantie de prix.

Le présent amendement vise donc à supprimer l'obligation de souscrire une assurance agricole pour pouvoir accéder au dispositif fiscal de Déduction pour aléas (DPA) afin de permettre aux exploitants de choisir librement entre les différents outils de gestion des risques dont ils souhaitent se doter.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559)

Commission	
Gouvernement	

Amendement

présenté par Franck MARLIN, Philippe HOUILLON, Yanick PATERNOTTE, Yves VANDEWALLE

ARTICLE 11 TER

« I. – Après l'alinéa 1, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° A Au premier alinéa, les mots : « sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret » sont supprimés ;

« 1° B Au début du deuxième alinéa, les mots : « Sous cette même réserve, » sont supprimés. »

« II. – Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° bis Au neuvième alinéa (a), les mots : « les contrats d'assurance mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « des contrats d'assurances souscrits dans des conditions définies par décret » ;

« 1° ter Au dixième alinéa (b), le mot : « assuré » est supprimé. »

« III. - Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'obligation de souscrire une assurance agricole pour pouvoir accéder au dispositif fiscal de Déduction pour aléas (DPA). La finalité de ce dispositif, rappelons-le, est que les agriculteurs puissent déduire de leurs bénéfices les bonnes années des sommes ayant vocation à être réintégrées dans leurs comptes les mauvaises années. Les sommes déduites doivent être versées sur des comptes bancaires spécifiques.

Dans son principe, la DPA est donc susceptible d'aider les exploitants à faire face à la volatilité de plus en plus importante des marchés à laquelle ils sont exposés.

Toutefois, ce dispositif n'est accessible qu'aux exploitants ayant souscrit des contrats d'assurance pour les récoltes (pertes de rendement) et/ou la mortalité du bétail. Or, pour de nombreux exploitants pratiquant les grandes cultures, une assurance-récolte n'est pas ressentie comme nécessaire objectivement, compte tenu de la faiblesse des risques encourus - fréquence, ampleur- comparativement au coût de l'assurance-récolte et aux franchises pratiquées.

Cette exigence tend donc à imposer aux exploitants une charge supplémentaire non négligeable, alors qu'au contraire, il est impérieux qu'ils réduisent toujours plus leurs coûts. Au final, cela ne peut que dissuader un grand nombre d'entre eux d'entrer dans le dispositif de DPA, alors que, très peu utilisé à ce jour, celui-ci mérite d'être amplement diffusé.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559)

Commission	
Gouvernement	

Amendement

présenté par MM. Decool, Fasquelle, Tardy, Wojciechowski, Straumann, Lefranc, Lorgeoux, Remiller, Lejeune, Gérard, Dord, Vanneste, Zumkeller, Siré, Gatignol, Fromion, Vandewalle, Robinet, Thomas et Mme Martinez

ARTICLE 11 *TER*

« I. – Après l'alinéa 1, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° A Au premier alinéa, les mots : « sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret » sont supprimés ;

« 1° B Au début du deuxième alinéa, les mots : « Sous cette même réserve, » sont supprimés. »

« II. – Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° bis Au neuvième alinéa (a), les mots : « les contrats d'assurance mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « des contrats d'assurances souscrits dans des conditions définies par décret » ;

« 1° ter Au dixième alinéa (b), le mot : « assuré » est supprimé. »

« III. - Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'obligation de souscrire une assurance agricole pour pouvoir accéder au dispositif fiscal de Déduction pour aléas (DPA). La finalité de ce dispositif, rappelons-le, est que les agriculteurs puissent déduire de leurs bénéfices les bonnes années des sommes ayant vocation à être réintégréées dans leurs comptes les mauvaises années. Les sommes déduites doivent être versées sur des comptes bancaires spécifiques.

Dans son principe, la DPA est donc susceptible d'aider les exploitants à faire face à la volatilité de plus en plus importante des marchés à laquelle ils sont exposés.

Toutefois, ce dispositif n'est accessible qu'aux exploitants ayant souscrit des contrats d'assurance pour les récoltes (pertes de rendement) et/ou la mortalité du bétail. Or, pour de nombreux exploitants pratiquant les grandes cultures, une assurance-récolte n'est pas ressentie comme nécessaire objectivement, compte tenu de la faiblesse des risques encourus - fréquence, ampleur- comparativement au coût de l'assurance-récolte et aux franchises pratiquées.

Cette exigence tend donc à imposer aux exploitants une charge supplémentaire non négligeable, alors qu'au contraire, il est impérieux qu'ils réduisent toujours plus leurs coûts. Au final, cela ne peut que dissuader un grand nombre d'entre eux d'entrer dans le dispositif de DPA, alors que, très peu utilisé à ce jour, celui-ci mérite d'être amplement diffusé.

Projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (n° 2559)

Commission	
Gouvernement	

Amendementprésenté par M. Martial Saddier
-----**ARTICLE 11 TER**

« I. – Après l'alinéa 1, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° A Au premier alinéa, les mots : « sous réserve qu'ils aient souscrit une assurance au titre de l'exercice dans des conditions définies par décret » sont supprimés ;

« 1° B Au début du deuxième alinéa, les mots : « Sous cette même réserve, » sont supprimés. »

« II. – Après l'alinéa 2, insérer les deux alinéas suivants :

« 1° bis Au neuvième alinéa (a), les mots : « les contrats d'assurance mentionnés au premier alinéa » sont remplacés par les mots : « des contrats d'assurances souscrits dans des conditions définies par décret » ;

« 1° ter Au dixième alinéa (b), le mot : « assuré » est supprimé. »

« III. - Pour compenser la perte de recettes résultant des I et II ci-dessus, compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« La perte de recettes résultant pour l'État du présent article est compensée, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer l'obligation de souscrire une assurance agricole pour pouvoir accéder au dispositif fiscal de Déduction pour aléas (DPA). La finalité de ce dispositif, rappelons-le, est que les agriculteurs puissent déduire de leurs bénéfices les bonnes années des sommes ayant vocation à être réintégrées dans leurs comptes les mauvaises années. Les sommes déduites doivent être versées sur des comptes bancaires spécifiques.

Dans son principe, la DPA est donc susceptible d'aider les exploitants à faire face à la volatilité de plus en plus importante des marchés à laquelle ils sont exposés.

Toutefois, ce dispositif n'est accessible qu'aux exploitants ayant souscrit des contrats d'assurance pour les récoltes (pertes de rendement) et/ou la mortalité du bétail. Or, pour de nombreux exploitants pratiquant les grandes cultures, une assurance-récolte n'est pas ressentie comme nécessaire objectivement, compte tenu de la faiblesse des risques encourus - fréquence, ampleur- comparativement au coût de l'assurance-récolte et aux franchises pratiquées.

Cette exigence tend donc à imposer aux exploitants une charge supplémentaire non négligeable, alors qu'au contraire, il est impérieux qu'ils réduisent toujours plus leurs coûts. Au final, cela ne peut que dissuader un grand nombre d'entre eux d'entrer dans le dispositif de DPA, alors que, très peu utilisé à ce jour, celui-ci mérite d'être amplement diffusé.

CE 1288

**Projet de loi visant relatif à la Modernisation de l'agriculture
(n° 2559)**

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur

ARTICLE 11 *ter*

Aux alinéas 2 et 3, substituer aux mots :

« dans la limite de »,

les mots :

« au plus tard à ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement rédactionnel.

CE 1289

**Projet de loi visant relatif à la Modernisation de l'agriculture
(n° 2559)**

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur

ARTICLE 11 *ter*

A l'alinéa 3, substituer aux mots :

« de survenance de »,

les mots :

« au cours duquel est survenu ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de précision.

CE 1290

**Projet de loi visant relatif à la Modernisation de l'agriculture
(n° 2559)**

AMENDEMENT

présenté par
M. Michel Raison, rapporteur

ARTICLE 11 *ter*

A l'alinéa 3, substituer aux mots :

« de résultat »,

les mots :

« des résultats ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence rédactionnelle, le deuxième alinéa de l'article faisant état
« des résultats » de l'exercice.